



Assemblée générale

Distr. générale
19 juillet 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 63 a) de l'ordre du jour provisoire*

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : dix-neuvième rapport de synthèse sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et l'appui international

Financement du développement pendant la pandémie de COVID-19 : accorder la priorité à la mobilisation des ressources nationales

Rapport du Secrétaire général**

Résumé

Établi en application de la résolution [75/322](#) de l'Assemblée générale du 9 septembre 2021, le présent rapport passe en revue le financement du développement en Afrique dans le sillage de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Celle-ci, certes, a redéfini le financement du développement en Afrique et exacerbé les vulnérabilités existantes, toutefois, elle offre aux pays africains l'occasion de tirer un meilleur parti de leur ressources pour financer le développement durable.

Les fonds nécessaires à la croissance économique et au développement inclusif et durable du continent ne pourront provenir que d'une bonne mobilisation des ressources nationales. Par ailleurs, ce n'est qu'en renforçant la mobilisation de ses ressources que l'Afrique pourra avoir les coudées franches en matière de développement, c'est-à-dire orienter ses ressources vers le développement des capacités productives, la transformation structurelle et l'industrialisation. Cela dit, le programme de développement durable du continent ne pourra en bénéficier pleinement que si des changements profonds ont lieu, tant au niveau des politiques que des institutions, comme une meilleure efficacité des dépenses publiques, un meilleur recouvrement des recettes fiscales, le recours à l'épargne privée et au secteur

* [A/77/150](#).

** Le présent rapport a été soumis après la date limite en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.



financier privé pour financer le développement et la lutte contre les flux financiers illicites.

I. Introduction

1. Des fonds insuffisants et une marge de manœuvre budgétaire restreinte, dus en partie à un endettement insoutenable, ont fortement entravé le développement de l'Afrique au fil des ans, limitant sa capacité à produire des ressources à grande échelle pour investir dans les secteurs sociaux et productifs. Peu développé, le secteur financier africain n'est pas en mesure de jouer un rôle digne de ce nom dans la mobilisation de l'épargne. De nombreux pays africains voient leur capacité à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, notamment des multinationales, limitée par la faiblesse de leurs institutions et de leurs moyens. Ils doivent donc emprunter à l'extérieur, souvent à des taux d'intérêt très élevés, pour combler le déficit de financement. De plus, l'importante épargne institutionnelle (pensions de retraite, fonds d'assurance et fonds souverains) ne sert pas toujours à financer le développement durable.

2. Lorsque la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) s'est déclarée en 2020, l'économie de la région était déjà relativement faible, caractérisée par une production et une diversification limitées, une forte dépendance à l'égard des importations, un endettement croissant et une base de revenus intérieurs étroite, laissant la région démunie face aux effets socioéconomiques multidimensionnels de la pandémie, aggravés par les mesures prises pour contenir celle-ci, notamment le confinement au niveau national combiné aux fermetures de frontières.

3. À vrai dire, ces problèmes, en gestation depuis des décennies, n'étaient pas dus à la seule pandémie de COVID-19¹. Celle-ci a amplifié et exacerbé ces lignes de faille et d'autres qui existaient déjà dans le système de gouvernance multilatérale et dans l'architecture financière et de la dette internationale. Touchées par les effets de la pandémie actuelle, ces asymétries structurelles sont également aggravées par la guerre en Ukraine, qui se fait sentir en Afrique par la hausse des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des engrais, ainsi que de l'inflation. Il faudra donc un grand mouvement de solidarité internationale pour aider l'Afrique à mieux se relever de la pandémie de COVID-19, dans le contexte des crises multiples et en cascade d'aujourd'hui.

4. Comme le montre l'expérience des pays qui ont connu une croissance et une transformation structurelle réussies, un changement soutenu et durable commence de l'intérieur. Par conséquent, si la communauté internationale doit donner un soutien supplémentaire aux pays africains pour leur permettre de survivre aux impacts immédiats des crises actuelles, l'Afrique doit également rompre avec le passé, regarder en elle-même et compter sur ses propres ressources financières² pour trouver des solutions durables à ses besoins de financement du développement³. Dans le cadre de ce changement, il faudra donner la priorité à la production et aux chaînes de valeur nationales et régionales et à l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. La Zone de libre-échange continentale africaine est une occasion en or de promouvoir les chaînes de valeur nationales et régionales et de diversifier les économies.

¹ Cette accumulation est due à des politiques malavisées, à la faiblesse des capacités et des institutions et à des conditions extérieures défavorables, ainsi qu'à des rapports de force asymétriques et à des inégalités tant dans les systèmes multilatéraux que dans l'architecture financière et la dette internationale.

² D'ailleurs, l'Afrique doit s'appuyer non seulement sur ses ressources financières, mais également sur les flux physiques de ses ressources naturelles.

³ Commission économique pour l'Afrique – Rapport économique sur l'Afrique 2019, La politique budgétaire au service du financement du développement durable (publication des Nations Unies, mars 2019).

5. Les perturbations liées à la pandémie de COVID-19 présentent de grands problèmes pour le développement du continent, toutefois, elles offrent également l'occasion de promouvoir une nouvelle approche du développement par la transformation structurelle et l'industrialisation, renforçant ainsi la résilience du continent aux chocs extérieurs. Pour cela, il faudra des systèmes solides de mobilisation des ressources nationales. Le rapport du Groupe de haut niveau sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour la réalisation du Programme 2030 (Groupe FACTI) présente une vision audacieuse d'un système fiscal international plus juste, ancré dans les valeurs d'intégrité et de légitimité et étayé par un cadre politique et institutionnel renforcé⁴.

6. Le présent rapport donne un aperçu du paysage financier et de l'importance d'utiliser les ressources financières de l'Afrique dans le financement du développement afin de montrer que la mobilisation des ressources nationales pourrait combler les déficits de financement. On y explore comment mobiliser les ressources nationales en augmentant les recettes fiscales et en améliorant les dépenses ; étudie le rôle potentiel de l'épargne privée dans le financement du développement ; montre que la lutte contre les inégalités en matière de fiscalité internationale est au cœur de la garantie d'une mondialisation équitable et de l'assurance d'un meilleur avenir pour l'Afrique après la pandémie ; met en exergue la nécessité d'aligner les partenariats mondiaux sur les aspirations de l'Afrique en matière de développement ; et propose un plan d'action pour la mobilisation des ressources.

7. Le rapport s'est basé sur un examen approfondi des documents pertinents et une analyse des ensembles de données pertinentes. Le personnel du Réseau de connaissances sur l'Afrique du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique a fait partie des parties prenantes consultées. Un organe de réflexion a également été créé, composé d'organisations continentales et d'entités des Nations Unies travaillant sur les questions de financement du développement, y compris le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque africaine de développement.

II. Présentation du financement du développement en Afrique et de l'impact de la pandémie de COVID-19

8. Le continent africain a subi les effets socioéconomiques négatifs de la pandémie de COVID-19, la croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) ayant diminué de 2,2 % en 2020. La croissance régionale a repris en 2021, atteignant 3,8 %, et devrait atteindre 4,0 % en 2022 et 3,6 % en 2023. Toutefois, elle est inférieure aux 6 % nécessaires pour que la région retrouve sa trajectoire de croissance d'avant la pandémie⁵.

9. La pandémie a redéfini le financement du développement en Afrique. Le financement national, y compris les recettes et l'épargne privée, a connu des revers, mais il reste la principale source de financement. Les financements extérieurs tels que les investissements étrangers directs et l'aide publique au développement (APD), déjà stagnants avant la pandémie, ont reculé d'autant plus. Toutefois, les envois de fonds

⁴ Nations Unies – L'intégrité financière pour un développement durable, rapport final du Groupe de haut niveau sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 (2021).

⁵ « Africa », in World Economic Situation and Prospects 2022 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.22.II.C.1), chap. III, p. 103 à 112. Disponible à l'adresse suivante : www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESP2022_CH3_AFR.pdf.

ont résisté⁶. Les ramifications géopolitiques de la guerre en cours en Ukraine et la perturbation des chaînes d'approvisionnement du commerce mondial pourraient déclencher une crise alimentaire.

10. L'Afrique finance déjà son développement en grande partie par ses propres ressources (tableau 1). En 2018, la somme des recettes publiques et de l'épargne privée a atteint 911,4 milliards de dollars, soit environ 20 fois le montant des investissements étrangers directs et 16,5 fois le montant de l'aide publique au développement nette⁷. Les banques ont mis à la disposition du secteur privé 566,5 millions de dollars de crédits intérieurs, s'inscrivant ainsi dans la nouvelle vision du continent, qui place l'Afrique aux commandes de son propre développement, sans minimiser le rôle catalyseur du financement extérieur.

Tableau 1

Sources de financement du développement de l'Afrique, 2014-2018

(En milliards de dollars des États-Unis)

	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes publiques (hors dons)	524,7	438,2	394,2	425,9	483,6
Épargne privée	507,0	419,6	408,2	415,6	427,8
Entrées d'investissements directs étrangers	53,9	56,9	46,5	41,4	45,9
Investissements de portefeuille	30,4	22,2	6,2	57,1	36,5
Transferts des migrants	71,8	71,4	57,6	77,6	84,2
Aide publique au développement de base (totale nette)	54,1	50,1	50,4	53,8	55,3
Total des apports extérieurs	210,1	200,5	170,5	229,8	221,8

Source : Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques, *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l'emploi* (Paris, 2021), tableau 8.1.

11. L'Afrique a encore un long chemin à parcourir pour optimiser pleinement la mobilisation des recettes nationales. Si les recettes fiscales en pourcentage du PIB ont augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie, pour atteindre 16,6 % en 2019, l'Afrique reste constamment à la traîne par rapport aux autres régions en développement (figure I). Les pays d'Afrique du Nord ont le ratio moyen impôts/PIB le plus élevé (22,7 %), tandis que l'Afrique centrale a enregistré le plus faible (10,1 %).

12. Une grande partie des besoins de financement du développement de l'Afrique est soutenue par l'épargne intérieure, qui est restée stable en 2020, l'Afrique subsaharienne ayant déclaré une épargne intérieure brute totale de 353 milliards de dollars (20,1 % du PIB), inférieure aux 918 milliards de dollars de l'Amérique latine et des Caraïbes et aux 866 milliards de dollars de l'Asie du Sud (figure II).

13. Les actifs gérés par les fonds de pension représentent une autre source importante de financement national. Ce montant s'élevait à 676 milliards de dollars

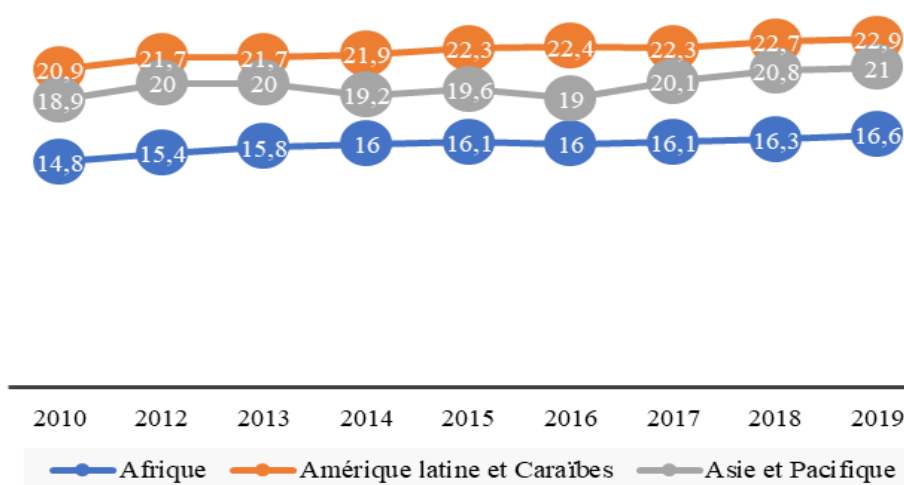
⁶ Banque mondiale – *Recovery : COVID-19 Crisis Through a Migration Lens, Migration and Development Brief*, n° 35 (Washington, novembre 2021), p. 58. Disponible à l'adresse suivante : www.knomad.org/sites/default/files/2021-11/Migration_Brief%2035_1.pdf.

⁷ Commission de l'Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l'emploi* (Paris, 2021). Disponible à l'adresse suivante : https://www.oecd-ilibrary.org/development/dynamiques-du-developpement-en-afrique-2021_cd08eac8-fr.

en 2017 et devait atteindre 1 100 milliards de dollars en 2020⁸. Cependant, de nombreux pays investissent une part importante de leurs fonds de pension à l'étranger. S'ils étaient investis en interne, ces fonds pourraient contribuer à réduire considérablement le déficit de financement.

14. L'investissement étranger direct, source essentielle de financement du développement, a été gravement touché par la pandémie de COVID-19. Le chiffre par habitant a fortement baissé, comme le montre la figure III. De plus, la part de l'Afrique dans les investissements étrangers directs mondiaux reste marginale, avec une moyenne de 4 % en 2020, bien moins que l'Amérique latine et les Caraïbes (8,8 %)⁹.

Figure I
Ratio impôts/PIB en Afrique, 2010-2019



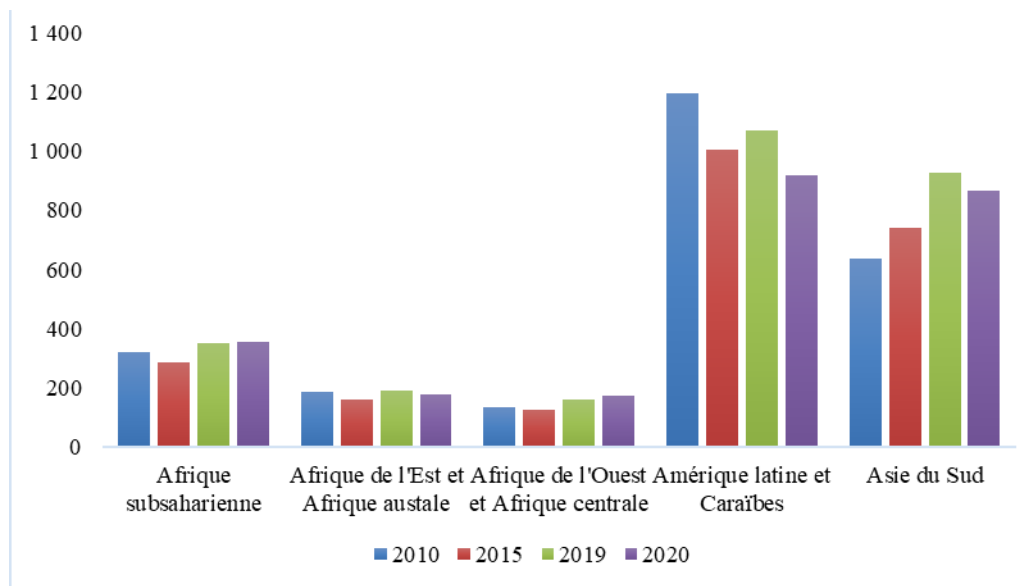
Source : Organisation de coopération et de développement économiques, Union africaine et Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF), Statistiques des recettes publiques en Afrique 2021 (Paris, 2021).

⁸ Katja Juvonen *et al.*, « Unleashing the potential of institutional investors in Africa », Banque africaine de développement, document de travail n° 325 (Abidjan, 2019).

⁹ Base de données bilatérale de la CNUCED sur les flux et les stocks d'investissements étrangers directs. Disponible à l'adresse suivante : <https://unctad.org/topic/investment/investment-statistics-and-trends>.

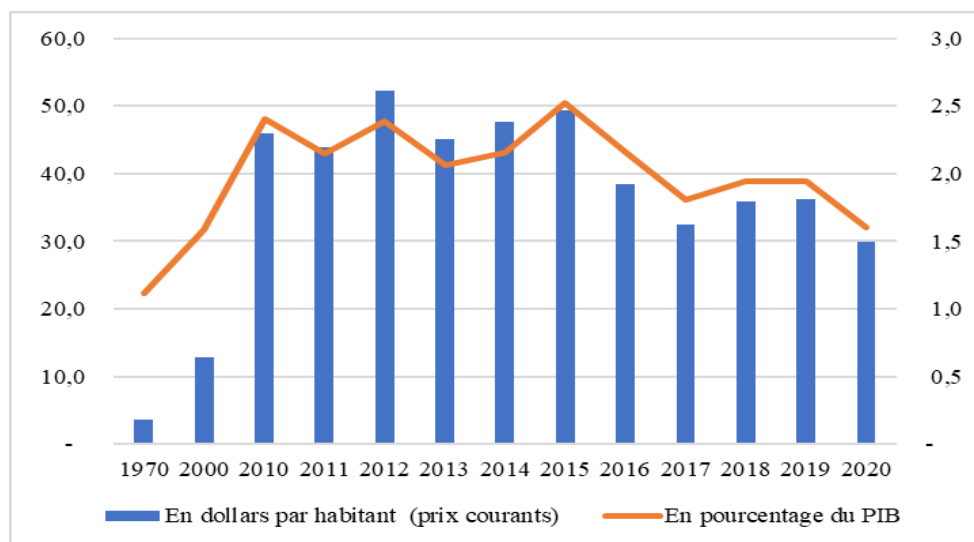
Figure II
L'épargne intérieure brute de l'Afrique : inférieure à celle des autres régions en développement

(En milliards de dollars des États-Unis courants)



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2021.

Figure III
Tendance des flux d'investissements étrangers directs vers l'Afrique



Source : Base de données bilatérale de la CNUCED sur les flux et les stocks d'investissements étrangers directs.

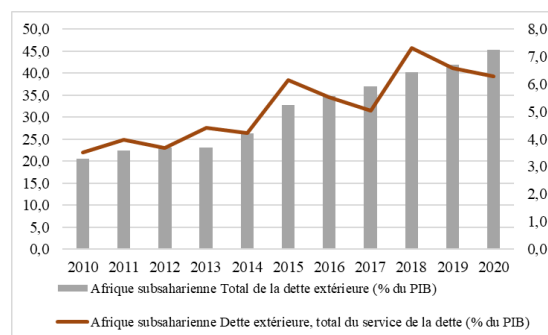
15. Les pays africains continuent de subir le lourd fardeau de la dette en perpétuelle augmentation. La dette extérieure est passée de 21 % du PIB en 2010 à 45 % en 2020, tandis que le service total de la dette extérieure a augmenté de 3,5 à 6,3 % sur la même période [figure IV (a)]. L'augmentation de la dette reflète le rétrécissement de la

marge de manœuvre budgétaire, qui s'est aggravé en raison de la pandémie [figure IV (b)]. Si les obligations liés au service de la dette ne sont pas tenues, la notation du pays peut baisser, les réserves de change souffrir et la monnaie être dépréciée.

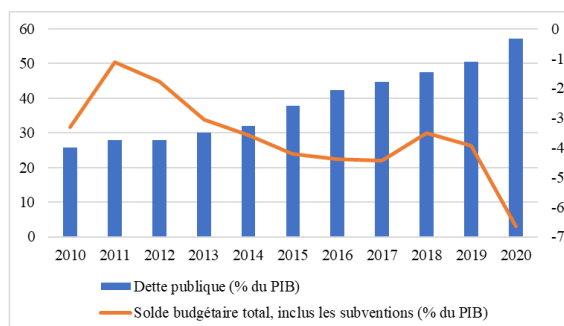
Figure IV

La dette de l'Afrique subsaharienne augmente en même temps que sa marge de manœuvre budgétaire rétrécit

a) Augmentation de la dette en Afrique



b) Dette et déficit fiscal en Afrique



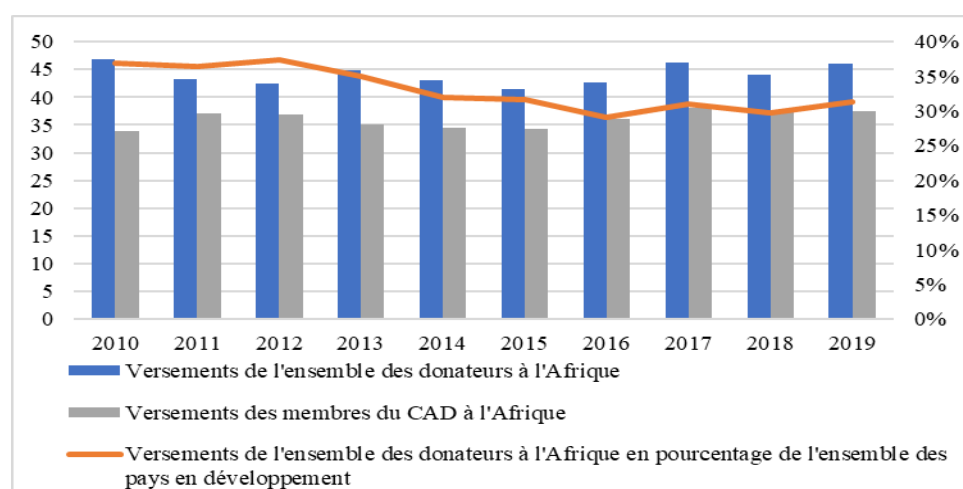
Source : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2021.

16. Les envois de fonds, qui sont devenus une source importante de financement du développement, sont relativement inexploités. À l'exception du Nigeria, ils sont restés résilients, connaissant une légère baisse en 2020 (1,4 %).

17. L'aide publique au développement destinée à l'Afrique a enregistré une légère augmentation en termes nominaux depuis 2010 ; toutefois, la part de l'Afrique parmi les pays en développement a diminué, passant de 37 % en 2010 à 35 % en 2019 (figure V). En 2019, les versements à l'Afrique de l'aide publique au développement de tous les donateurs officiels ont atteint 57,7 milliards de dollars (44,1 dollars par habitant), soit environ 35,3 % des versements à l'ensemble des pays en développement. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'aide publique au développement accordée à l'Afrique par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) a atteint 39 milliards de dollars en 2020, sur un montant total de 161,2 milliards de dollars. Ces chiffres sont en deçà du niveau d'engagement pris et sont insuffisants pour répondre aux besoins de développement du continent.

Figure V
Évolution des versements nets d'APD à l'Afrique

(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : calculs des auteurs sur la base des statistiques de l'OCDE.

18. Les flux financiers illicites continuent de drainer hors du continent de grandes quantités de ressources financières, estimées à 88,6 milliards de dollars par an, soit 3,7 % du PIB. En réduisant ce phénomène, le continent peut augmenter les capitaux disponibles pour les entreprises locales et les investissements dans les infrastructures, la santé et l'éducation.

19. La pandémie a entraîné de graves perturbations économiques, une baisse des recettes fiscales, une augmentation des niveaux d'endettement et un renforcement des contraintes budgétaires en Afrique. La marge de manœuvre budgétaire limitée et les faibles taux de vaccination ont ralenti le relèvement. Bien que la coopération internationale ait permis d'atténuer une partie des effets, les mesures prises ont fait éclater au grand jour l'existence de graves lacunes qui ont compromis l'efficacité de l'action multilatérale, au moment où celle-ci était pourtant plus nécessaire que jamais¹⁰, comme le montre l'incapacité des institutions financières internationales à fournir un allègement adéquat de la dette de l'Afrique et des investissements pour soutenir la production de vaccins et le relèvement après la pandémie¹¹. Pour se relever et se reconstruire après la pandémie et s'assurer une croissance durable à long terme, l'Afrique devra compter de plus en plus sur ses propres sources de financement.

III. Mobiliser les ressources nationales en augmentant les recettes fiscales et en améliorant les dépenses

20. Ces dernières décennies, les pays africains ont fait des efforts considérables pour mobiliser davantage leurs ressources intérieure, mais ils se sont essentiellement intéressés aux recettes. Or, renforcer la mobilisation des ressources nationales ne consiste pas seulement à augmenter les impôts, mais aussi à mettre en place des

¹⁰ « Notre Programme commun », rapport du Secrétaire général (publication des Nations Unies, 2021), p. 48.

¹¹ Commentaires du Secrétaire général au Sénégal, mai 2022. Disponible à l'adresse suivante : www.usnews.com/news/world/articles/2022-05-01/un-chief-calls-for-debt-relief-post-covid-investment-on-w-africa-trip.

systèmes d'impôt progressif et à améliorer la gestion des dépenses. En conséquence, pour appuyer une stratégie de mobilisation des ressources intérieures dans le contexte africain, il faudra, de manière générale, veiller à garantir la qualité des dépenses publiques, c'est-à-dire réduire l'inefficacité, lutter contre le gaspillage, augmenter l'épargne et rationaliser les incitations fiscales et les mesures visant à augmenter les recettes publiques en tirant parti des ressources fiscales sous-utilisées, comme l'imposition de l'économie numérique. Ces mesures doivent être complétées par d'autres mesures visant à exploiter le rôle potentiel des fonds souverains et à lutter contre les flux financiers illicites, la fraude et l'évasion fiscales (voir section V).

A. Améliorer la qualité des dépenses publiques à l'appui du développement

21. La qualité des dépenses publiques est importante non seulement du point de vue de la mobilisation des ressources intérieures, mais aussi pour la croissance à long terme et le développement durable. Le score d'efficacité moyenne, qui mesure l'efficacité globale des dépenses publiques, montre que les pays africains, dont le score est de 0,585, sont plus inefficaces que les autres pays en développement (0,825). Cette observation laisse penser que le même résultat aurait pu être obtenu avec une réduction de 41,5% des dépenses¹² ou de 48 % des ressources¹³. Au niveau sectoriel, le manque d'efficacité des dépenses pour l'éducation, la santé et les infrastructures est élevé par rapport à celle des autres régions (figure VI). Cette inefficacité a atteint près de 5 % et 49 % dans les infrastructures et l'éducation, respectivement, alors qu'elle n'était que de 13 % en moyenne dans la santé.

22. En termes absolus, l'inefficacité des dépenses publiques se chiffre à environ 12 milliards de dollars pour l'éducation, 30 milliards de dollars pour les infrastructures et 28 milliards de dollars pour la santé, soit une perte annuelle combinée de 2,87 % du PIB de l'Afrique¹⁴. Les efforts déployés pour remédier à cette importante désépargne pourraient être mis au service du financement du développement durable. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'Afrique subsaharienne perd plus de 10 ans d'espérance de vie du fait de l'inefficacité des dépenses de santé¹⁵.

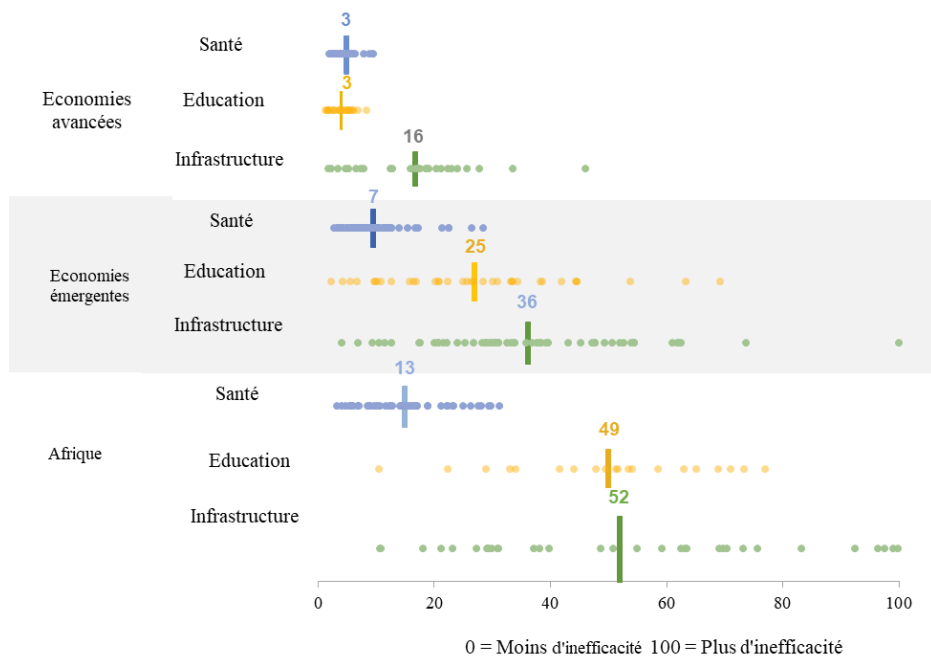
¹² Djedje Hermann Yohou, « In search of fiscal space in Africa: the role of the quality of government spending », Études et Documents, No. 27 (Clermont-Ferrand, France, Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International, 2015). Disponible à l'adresse suivante : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01222812/document>.

¹³ Dickson O. Wandeda, Wafula Masai et Samuel M. Nyandemo, « The efficiency of public spending in sub-Saharan Africa », *European Scientific Journal*, vol. 17, n° 19, p. 173. Disponible à l'adresse suivante : <https://eujournal.org/index.php/esj/article/view/14439/14405>.

¹⁴ Calcul du personnel du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique.

¹⁵ Mercedes Garcia-Escribano, Pedro Juarros et Tewodaj Mogues, *Patterns and Drivers of Health Spending Efficiency*, Document de travail du FMI, n° 22/48 (Washington, Fonds monétaire international, 2022). Disponible à l'adresse suivante : www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2022/03/04/Patterns-and-Drivers-of-Health-Spending-Efficiency-513694.

Figure VI
Inefficacité des dépenses par secteur



Sources : Fonds monétaire international, Moniteur des finances publiques, Une injection d'équité (Washington, avril 2021) ; et calcul du personnel du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique.

23. Il ressort de ce qui précède que la priorité est d'aligner les budgets, stratégies et politiques des pays sur les objectifs de développement durable, notamment en mettant en place des cadres de financement nationaux intégrés, et de renforcer l'analyse intégrée et interconnectée de sorte à faire des choix cohérents en matière de politiques, celles-ci devant se compléter, et à éviter que les effets négatifs ne se propagent afin de minimiser l'inefficacité des dépenses budgétaires et de libérer des ressources budgétaires pour renforcer la résilience permettant de faire face à des situations d'urgence, telles que la pandémie de COVID-19.

24. Par conséquent, toute stratégie de mobilisation des ressources intérieures dans le contexte de l'Afrique devrait partir de la définition de domaines potentiels d'optimisation des dépenses et des économies. Du côté des dépenses, des économies seraient possibles en réduisant le coût de la masse salariale, qui représente à elle seule un tiers de toutes les dépenses publiques des pays d'Afrique subsaharienne¹⁶. Cette masse salariale, par son ampleur, rend les dépenses plus rigides, laissant peu de marge de manœuvre aux gouvernements, qui ont donc peu de latitude décisionnelle. De plus, réduire les dépenses non productives et coûteuses, telles que les subventions généralisées (pour l'énergie par exemple), et introduire une fiscalité progressive et des transferts ciblés en faveur des pauvres et des personnes vulnérables, notamment en mettant en place des systèmes de protection sociale étendus, pourrait libérer d'autres ressources pour le développement tout en jetant les bases de futurs retours sur investissement. Limiter le risque fiscal que représentent les entreprises publiques inefficaces et non rentables pourrait également être utile.

¹⁶ Banque mondiale, « Governance COVID-19 response : managing the public sector wage bill during COVID-19 » (juin 2020).

B. Dépenses publiques et soutenabilité de la dette

25. Compte tenu de leur faible base de revenus et de marchés de la dette relativement peu développés, les pays africains doivent emprunter pour combler d'importants déficits de financement. Il s'ensuit une augmentation de la dette extérieure, qui représente actuellement 60 % de la dette publique de l'Afrique, le service de la dette absorbant en moyenne plus de 20 % des recettes publiques. Les pays africains empruntent de plus en plus sur les marchés privés, auprès des banques commerciales par exemple. La part de ces emprunts dans la dette publique extérieure de l'Afrique a augmenté au fil des ans, passant de 27 % en 2011 à 52 % en 2020. Le produit des euro-obligations s'avérant d'utilisation souple, l'émission de ce type d'obligations a fortement augmenté depuis 2014, plusieurs pays africains en étant friands. En février 2022, l'encours total des euro-obligations avait atteint 136,2 milliards de dollars, dont 57 % étaient détenus par quatre pays seulement : l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc et le Nigeria. Ces emprunts massifs arriveront à échéance en 2024 et 2025. Étant donné l'expiration de l'initiative de suspension du service de la dette à la fin de 2021 et l'adoption limitée du cadre commun du G20 pour le traitement de la dette, de nombreux pays africains devront assurer le service de leur dette, mais ne pourront pas emprunter plus, se retrouvant ainsi plus endettés et moins en mesure d'investir dans le développement durable et les services sociaux pour assurer une reprise solide.

26. Nombre de pays africains ont investi le produit de la dette dans le développement des infrastructures, mais ceux qui ne l'ont pas fait connaissent de gros problèmes liés à la gouvernance de leurs dépenses publiques. Les difficultés de planification, d'affectation et de mise en œuvre des investissements publics dans les infrastructures en Afrique par rapport à d'autres régions (figure VII) ont pour résultat une mauvaise gestion des dépenses publiques, surtout lorsqu'elles sont financées par la dette extérieure souveraine. Les pays africains doivent donc améliorer l'efficacité des dépenses publiques pour éviter d'être pris au piège d'un cercle vicieux d'endettement, compte tenu notamment du peu de marge de manœuvre budgétaire dont ils disposent et de leur forte dette publique résultant de la pandémie. Au niveau international, il faudra étendre l'allègement de la dette et entreprendre des réformes systémiques de l'architecture de la dette mondiale afin de renforcer la résistance aux chocs futurs, compte tenu notamment des complications supplémentaires que la guerre en Ukraine fait peser sur l'économie africaine.

Figure VII
Évaluation de la gestion des investissements publics : efficacité
de la gouvernance des infrastructures



Note : la note relative à l'évaluation de la gestion des investissements publics augmente à mesure qu'on s'éloigne du centre.

Source : FMI, site Web sur la gouvernance des infrastructures (<https://infrastructuregovern.imf.org/>).

C. Renforcer la mobilisation des recettes publiques nationales

27. Ces dernières décennies, les pays africains se sont employés à mobiliser davantage de recettes fiscales, qui ont, de ce fait, légèrement augmenté. Le coût en est toutefois élevé, comme l'illustre la baisse du niveau d'efficacité de la mobilisation des ressources (-14 % entre 2011 et 2020)¹⁷. Par exemple, le coût du recouvrement des impôts en Afrique a été 60 % plus élevé que celui de l'Asie et 32 % plus élevé que celui de l'Amérique latine et des Caraïbes¹⁸. La part des taxes commerciales dans le PIB a diminué au fil du temps, passant de 3,9 % en 2008 à 2,7 % en 2018¹⁹, en raison de la libéralisation des échanges, une tendance qui devrait se poursuivre avec la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

28. La structure des recettes fiscales varie selon les pays. Comme le montre la figure VIII, les pays africains riches en ressources naturelles ont toujours enregistré des

¹⁷ Indice d'évaluation des politiques et institutions nationales – Note d'efficacité de la mobilisation des recettes.

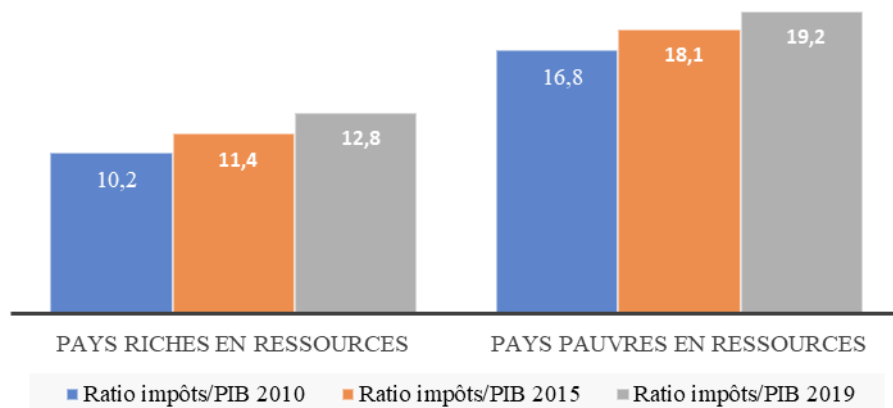
¹⁸ Voir les données par pays sur le site Web de l'enquête internationale sur l'administration des recettes (ISORA) (data.rafit.org), géré par l'outil d'information fiscale sur l'administration des recettes (RA-FIT).

¹⁹ Organisation de coopération et de développement économiques, Union africaine et Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF), Statistiques des recettes publiques en Afrique 2021 (Paris, 2021).

recettes fiscales inférieures en pourcentage du PIB par rapport aux pays qui ne disposent pas de ressources naturelles. Toutefois, la part des recettes non fiscales (primes, redevances et recettes de partage de la production) dans le PIB est plus élevée (plus de 50 %) dans les pays exportateurs de pétrole que dans les pays importateurs de pétrole (moins de 20 %). Ces derniers ont mobilisé davantage de ressources au moyen des impôts indirects (plus de 35 %).

Figure VIII

Les pays africains riches en ressources ont des recettes fiscales inférieures à celles des pays pauvres en ressources



Source : Organisation de coopération et de développement économiques, Union africaine et Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF), *Statistiques des recettes publiques en Afrique 2021* (Paris, 2021).

D. Renforcer la gouvernance et les institutions pour améliorer l'efficacité du recouvrement des recettes fiscales et des dépenses

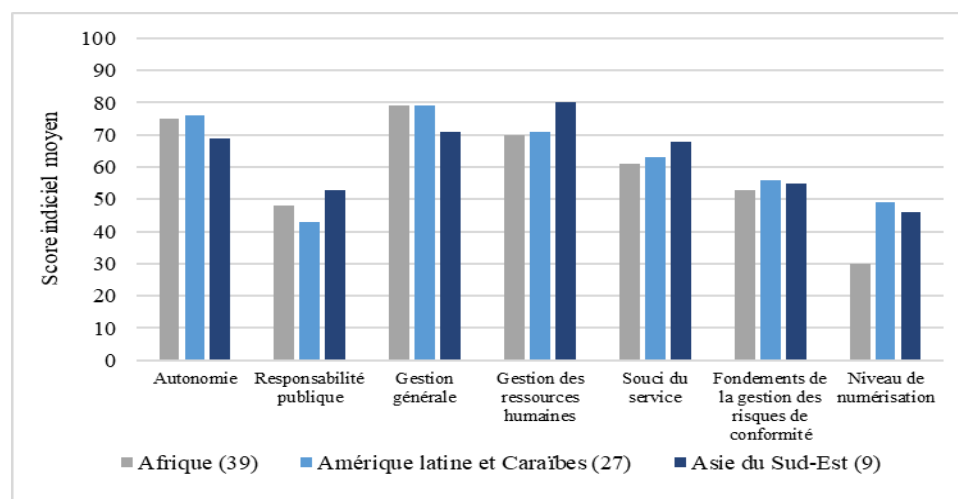
29. La qualité des institutions publiques a une grande incidence sur l'efficacité des dépenses publiques et la mobilisation des ressources. De plus, la gouvernance institutionnelle des dépenses publiques a un impact considérable sur le développement des infrastructures d'un pays. Par exemple, il ressort d'une analyse du FMI²⁰ que si les pays africains renforçaient les institutions chargées de la gouvernance des infrastructures, ils pourraient réduire l'inefficacité des dépenses publiques et diminuer de moitié leurs pertes, estimées à 53 % du rendement potentiel de leurs investissements dans l'infrastructure. En fait, dans une note d'orientation, le Secrétaire général a lancé un appel pour que les pays renforcent la gouvernance et la gestion de leurs revenus en mettant en place des cadres réglementaires clairs, en harmonisant les normes nationales et en améliorant la coordination et la coopération des agences gouvernementales afin de garantir une surveillance adéquate de toutes les entreprises et de renforcer les lois anti-corruption et l'application de la loi²¹.

²⁰ Gerd Schwartz *et al.*, « Renforcer la gouvernance des projets d'infrastructures pour ne plus gaspiller l'argent public » (3 septembre 2020), blog du FMI. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/09/03/blog090320-how-strong-infrastructure-governance-can-end-waste-in-public-investment>.

²¹ Voir la note d'orientation du Secrétaire général sur la transformation des industries extractives au service du développement durable (mai 2021). Disponible à l'adresse suivante : www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_extractives.pdf.

30. Les pays africains souffrent d'un problème chronique de faiblesse des institutions et des capacités, qui nuit à la mobilisation des ressources nationales et au développement en général. De plus, les services de renseignement financier et de répression n'ont pas la capacité de faire des recherches ou des enquêtes ; ils n'ont pas non plus la transparence nécessaire pour mettre en place une collaboration efficace avec les entreprises afin de lutter contre les flux financiers illicites. On le voit dans la mauvaise performance des pays africains quel que soit l'indice de performance de l'administration fiscale, y compris le degré de numérisation (figure IX). Il est donc urgent d'investir dans des mécanismes de recouvrement de l'impôt numérique et de mettre en place d'autres initiatives telles que l'identification numérique, la finance numérique et les systèmes de paiement électronique. Les pays qui ont emprunté cette voie en ont tiré des avantages. L'Éthiopie, par exemple, a connu une augmentation de 32 % concernant le recouvrement et les paiements de la taxe de vente grâce à l'introduction de caisses enregistreuses électroniques²². La poursuite de la numérisation de l'administration fiscale faciliterait et simplifierait les processus et améliorerait la transparence, réduisant ainsi l'inefficacité et la corruption.

Figure IX
Performance et efficacité de l'administration fiscale



Source : FMI, ISORA 2018: Understanding Revenue Administration, Departmental Paper No. DP/2021/025.

Note : les scores indiciaires moyens sont liés aux pratiques et aux fondements structurels propres à favoriser des administrations fiscales efficaces. La composition des indices peut être consultée dans la publication ISORA 2018.

Les scores sont compris entre 0 et 100 (du moins performant au plus efficace).

Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de pays (points de mesure).

E. Course à l'abîme, les incitations fiscales sont nuisibles

31. Les incitations fiscales accordées par les pays africains aux investisseurs étrangers sont un autre facteur qui nuit à la mobilisation des ressources nationales. Elles diffèrent d'un groupe de pays à l'autre. Le recours excessif aux incitations fiscales est peut-être dû à l'absence de conditions générales favorables à

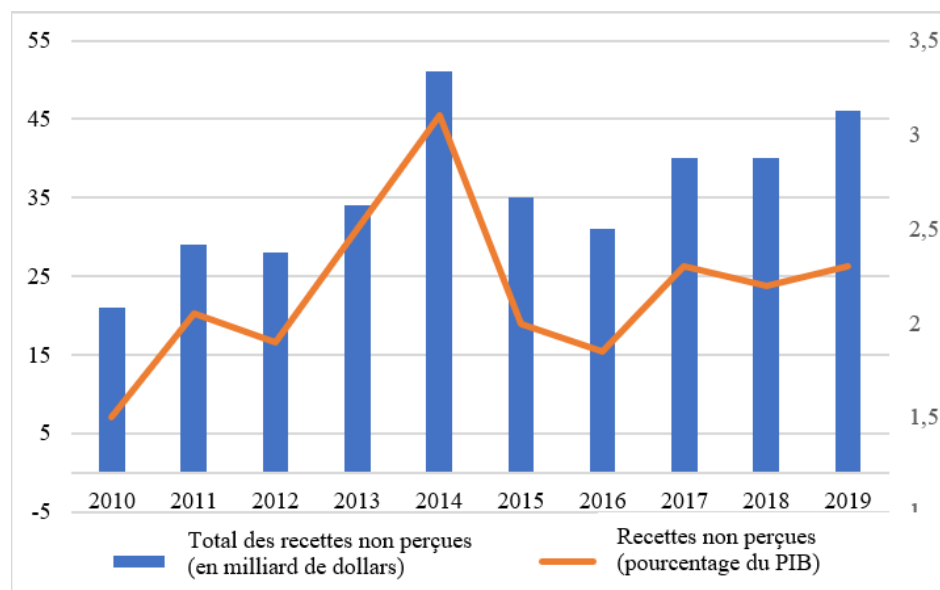
²² Voir « Ethiopia reaps rewards of tax policy reform, according to research from the African Development Bank », 6 mai 2019. Disponible à l'adresse suivante : www.afdb.org/fr/news-and-events/ethiopia-reaps-rewards-of-tax-policy-reform-according-to-research-from-the-african-development-bank-19257.

l'investissement, telles que des infrastructures et une logistique de qualité, la stabilité politique et macroéconomique, un marché financier développé et une bonne gouvernance.

32. Or, les incitations fiscales accordées aux investissements privés, en particulier aux multinationales, attirent moins les investissements étrangers directs qu'un climat des affaires favorable et la stabilité macroéconomique et politique^{23, 24}. Il est établi que ces incitations sont inutiles et que 70 % des investissements auraient eu lieu, quoi qu'il en soit. Par exemple, le taux de redondance pour le Rwanda était de 98 % et de plus de 90 % pour la Guinée et la République-Unie de Tanzanie^{25, 26}.

Figure X

Afrique subsaharienne : recettes non perçues, totales et moyennes (pourcentage du PIB) 2010-2019



Source : Base de données mondiale des charges fiscales.

33. Les charges fiscales sont coûteuses et privent les gouvernements d'importantes ressources financières. On estime que l'Afrique subsaharienne a subi un manque à gagner d'environ 46 milliards de dollars (2,5 % du PIB²⁷) (figure X) en raison d'incitations fiscales accordées en 2019, ce qui a dépassé le total des investissements directs étrangers dans la région. En conséquence, la région perd 14 milliards de dollars par an en termes nets. Par exemple, en 2019, la part des charges fiscales

²³ Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Rapport sur les investisseurs en Afrique : vers des stratégies de promotion des investissements fondées sur des données probantes (2011).

²⁴ Emmanuel Cleeve, « How effective are fiscal incentives to attract FDI to sub-Saharan Africa ? » Journal of Developing Areas, vol. 42, n° 1 (septembre 2008), p. 135 à 153.

²⁵ Sebastian James, « Incentives and investments : evidence and policy implications » (Banque mondiale, décembre 2009), p. 21.

²⁶ Stefan Van Parys et Sebastian James, « The effectiveness of tax incentives in attracting investment : panel data evidence from the CFA franc zone », International Tax and Public Finance, vol. 17, n° 4 (3 août 2020), p. 400 à 429.

²⁷ Jenny Rickard, Joe Kraus et Lauren Bedar, « Is there a place for tax incentives in post-COVID Africa ? », ONE blog, 26 mai 2021. Disponible à l'adresse suivante: www.one.org/africa/blog/true-impact-tax-incentives-africa/.

représentait 5 % et 2,7 % du PIB pour l'Afrique du Sud et l'Éthiopie, respectivement. L'élimination des charges fiscales augmenterait de 47 % les dépenses de santé en Afrique subsaharienne.

F. Imposer l'économie numérique

34. Ces dernières années, la tendance à la numérisation s'est accentuée dans le monde et en Afrique. Le rythme s'est considérablement accéléré face à la pandémie de COVID-19. On estime que la contribution de l'économie numérique à l'activité économique en Afrique pourrait atteindre 180 milliards de dollars (5,2 % du PIB)²⁸ d'ici à 2025. Cependant, le secteur, de par sa nature, crée certains problèmes, qui ne sont pas exclusifs à l'Afrique. Compte tenu de sa nature virtuelle et de la difficulté d'en mesurer les actifs en matière de fiscalité, par exemple, l'économie numérique est difficile à imposer. Par ailleurs, les plateformes numériques peuvent dépendre d'une juridiction, mais exercer leurs activités ailleurs, ce qui leur permet d'autant plus de transférer leurs bénéfices vers des pays à fiscalité réduite²⁹. Les différends sur des questions liées à l'imposition de l'économie numérique ont freiné l'application complète du Cadre inclusif de l'OCDE et du G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

35. La crise de la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les modes de consommation et a poussé des millions de personnes dans le monde à utiliser des plateformes en ligne pour acheter des produits et services numériques, y compris en Afrique. Plus qu'avant, les pays africains commencent à adapter leur réglementation pour taxer les entreprises et les plateformes numériques, notamment celles qui sont hébergées chez eux.

G. Tirer parti des fonds souverains africains pour le développement

36. Bien que les fonds souverains africains restent modestes, ils se sont considérablement développés au fil des ans et, comptant sur une démographie favorable, devraient connaître une croissance fulgurante dans les années à venir, générant ainsi des ressources indispensables au financement du développement du continent. Les pays africains ont toutefois du mal à exploiter ces économies à long terme. Le total des actifs sous gestion en 2020 des 13 fonds souverains^{30, 31, 32}, est très faible par rapport à celui des plus grands acteurs mondiaux. Le fonds souverain de la Norvège, par exemple, vaut 1 300 milliards de dollars³³. Plus de la moitié des actifs des fonds souverains africains sous gestion est représentée par le Fonds souverain

²⁸ En raison des frontières floues entre les entreprises traditionnelles qui utilisent des outils numériques et les nouveaux modèles commerciaux numériques, mesurer la taille de l'économie numérique est complexe et difficile. L'estimation a été calculée par Google et la Société financière internationale [voir rapport *e-Conomy Africa 2020* (2020)], sur la base des prévisions de Accenture, *Africa iGDP Forecast*.

²⁹ CNUCED – Rapport sur l'économie numérique 2019 – Création et captation de valeur : Incidences pour les pays en développement (publication des Nations Unies, 2019).

³⁰ Ce chiffre ne tient pas compte de la Libyan Investment Authority, dont les actifs gelés en vertu des sanctions internationales s'élèvent à 65 milliards de dollars. Selon les normes internationales, ce dernier est le seul fonds qui dispose d'actifs substantiels sous gestion en Afrique.

³¹ La Namibie a lancé son fonds Welwitchia en mai 2022.

³² Forum international des fonds souverains et Franklin Templeton, « Investing for growth and prosperity : in Africa sovereign wealth funds focus on G, S and E » (2020).

³³ Voir Sovereign Wealth Fund Institute (SWFI), « Top 100 largest sovereign wealth fund rankings by total assets ». Disponible à l'adresse suivante : www.swfinstitute.org/fund-rankings/sovereign-wealth-fund.

d'Égypte (SFE) (12,7 milliards de dollars), qui se classe au quarante-troisième rang mondial.

37. La plupart des fonds souverains africains ont des mandats qui sont axés sur le développement national plutôt que sur la recherche de profits d'investissement sur les marchés financiers mondiaux³⁴. Bien que modestes au regard des normes mondiales, ces fonds pourraient jouer un grand rôle dans le soutien et la stabilisation des économies nationales, ce qui profiterait à l'ensemble de la sous-région. Ils pourraient également contribuer à attirer les capitaux internationaux en Afrique, démentant ainsi l'idée reçue que les investissements en Afrique sont risqués.

38. Pendant la pandémie de COVID-19, certains pays ont puisé des sommes importantes dans leurs fonds souverains – essentiellement dans ceux qui ont un mandat de stabilisation et d'épargne – pour soutenir les dépenses publiques, comme au Botswana (300 millions de dollars), au Ghana (200 millions de dollars) et au Nigéria (400 millions de dollars)³⁵. Les fonds souverains africains peuvent contribuer à financer et à attirer des fonds pour des projets à long terme concernant, par exemple, les infrastructures ou les énergies propres.

IV. Tirer parti des ressources financières du secteur privé

39. Le secteur financier national joue un rôle central dans le développement économique car il répartit les ressources et offre aux entreprises des liquidités et des possibilités de gestion des risques. Or, parce qu'il est peu développé, y compris les marchés de capitaux, il ne peut pas jouer un rôle efficace dans la mobilisation de l'épargne et sa canalisation vers des utilisations productives. Si les fonds de pension et d'assurance africains sont en pleine croissance, ils ont tendance à investir principalement à l'étranger. Du point de vue de la mobilisation des ressources nationales, il convient de créer les conditions nécessaires pour permettre au secteur privé national de progresser dans les chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales en facilitant l'accès au financement et en renforçant la mobilisation des capitaux. Les banques de développement et les investisseurs institutionnels doivent montrer la voie en mobilisant des capitaux à long terme pour la transformation structurelle de l'Afrique.

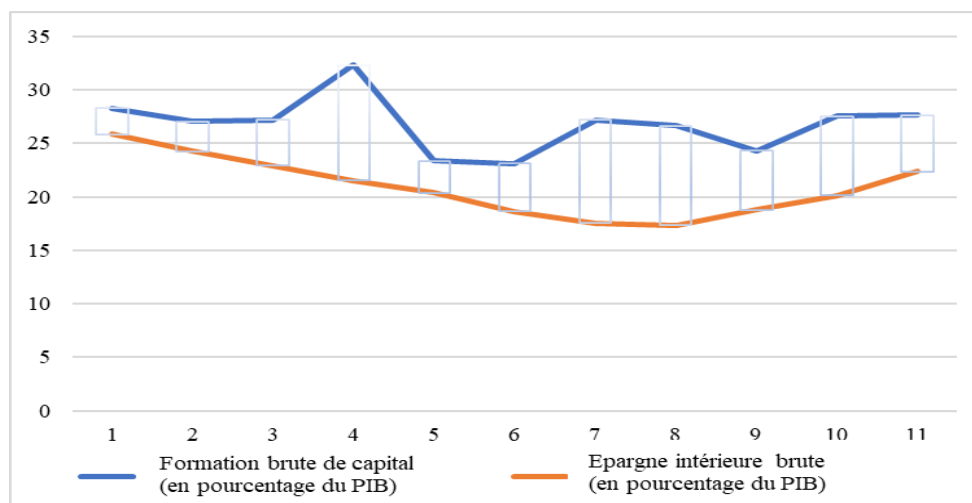
A. Augmenter l'épargne intérieure

40. Le taux d'épargne de l'Afrique est l'un des plus faibles du monde en développement, en moyenne environ 20 % entre 2010 et 2020, ce qui est nettement inférieur aux chiffres de 35 % et 28 % pour l'Asie de l'Est et le Pacifique et l'Asie du Sud, respectivement. Toutefois, il existe de grandes différences entre les pays. Les pays exportateurs de pétrole ont enregistré le taux d'épargne le plus élevé (24,6 %), contre 13,5 % pour les pays à faible revenu. Cependant, ces chiffres peu élevés ne rendent pas véritablement compte de l'épargne générée en Afrique en raison de l'ampleur de l'informel, des flux financiers illicites et du financement par l'épargne d'activités illégales et criminelles.

³⁴ Forum international des fonds souverains et Franklin Templeton, « Investing for growth and prosperity : in Africa sovereign wealth funds focus on G, S and E », p. 30.

³⁵ Andrew Bauer, « How have Governments of resource-rich countries used their sovereign wealth funds during the crisis? », blog du Natural Resource Governance Institute, 21 août 2020.

Figure XI
Écart entre l'investissement et l'épargne en Afrique (en pourcentage du PIB),
2010-2020



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

41. En raison de l'important déficit de financement, aggravé par la pandémie de COVID-19, une épargne intérieure supplémentaire est nécessaire. Par exemple, entre 2010 et 2020, le taux d'investissement moyen en Afrique a été d'environ 2 % du PIB, ce qui a entraîné un écart investissement-épargne de 6 % du PIB (fluctuant dans une fourchette de 2 à 10 points) (figure XI).

B. Développer les marchés financiers et les marchés des capitaux

42. Malgré une série de réformes du secteur financier que les pays africains ont entreprises à la fin des années 1990 et dans les années 2000, celui-ci reste peu actif. L'indice de développement financier³⁶, de 0,16 en 2019, contre une moyenne de 0,33 pour l'Asie et le Pacifique³⁷, est donc faible (figure XII). Il existe des différences entre les pays. Dans les pays qui ont connu un développement financier rapide, comme le Botswana et la Namibie, les institutions financières et les marchés financiers ont enregistré une croissance, les actifs combinés des fonds de pension et d'assurance dépassant la part des banques commerciales dans le total des actifs financiers en Namibie³⁸. Cependant, dans la plupart des pays, les institutions et les marchés financiers sont moins développés. Il y a beaucoup à faire pour développer le secteur financier, et renforcer ainsi la croissance grâce à l'assouplissement des contraintes de crédit.

43. Le ratio fourni par les banques entre le crédit intérieur et l'économie, autre indicateur de la profondeur financière, est resté faible en 2020, à 30 % du PIB, contre 54 % et 42 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie de l'Est et le Pacifique, respectivement. Ce ratio a stagné au cours des 10 dernières années (figure XIII). Le secteur bancaire connaît une croissance rapide et est rentable (deux fois la moyenne

³⁶ L'indice mesure les institutions financières d'un pays (banques, assurances, fonds mutuels, fonds de pension) et les marchés financiers, y compris les marchés boursiers et obligataires.

³⁷ FMI, Financial development index database.

³⁸ Daniela Marchettini, « Namibia: macro-financial risks associated with housing boom: selected issues », FMI, rapport de pays n° 15/277 (Washington, 2015)

mondiale en 2018). Le secteur financier africain est dominé par les banques commerciales, qui accordent généralement des prêts à court et moyen terme³⁹. Malgré une concurrence accrue, le coût des prêts reste élevé, principalement en raison des imperfections du marché.

Figure XII
Indice de développement financier, 2000-2019

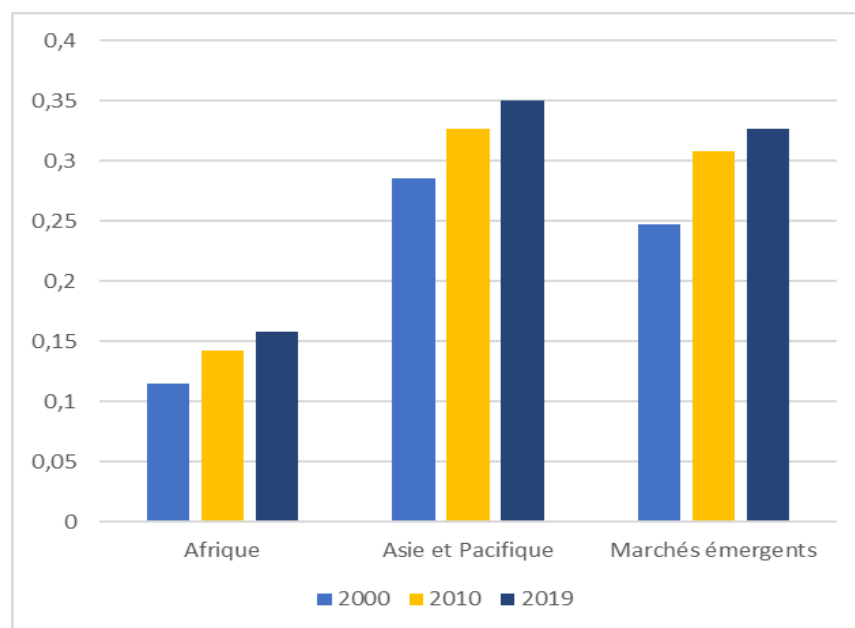
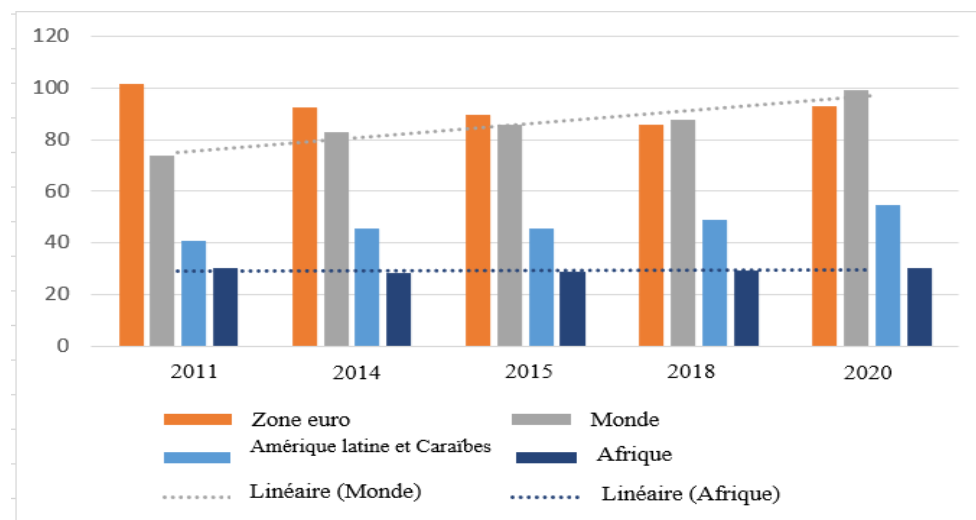


Figure XIII
Crédit intérieur accordé au secteur privé, par banque
(en pourcentage du PIB), 2011-2020



³⁹ Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, Rapport économique sur l'Afrique 2020: financements innovants pour le développement des entreprises en Afrique (publication des Nations Unies, 2020).

44. Ces dernières années, le paysage financier a évolué à la suite de l'expansion des banques panafricaines, qui comblent le vide laissé par le départ des banques européennes et américaines à la suite de la crise financière mondiale de 2008. Ces banques se retrouvent partout en Afrique : sept banques panafricaines sont présentes dans au moins 10 pays, tandis que d'autres sont présentes dans plus de 36 pays⁴⁰. Les activités de la plupart des banques panafricaines sortent du cadre bancaire traditionnel pour toucher, notamment, aux marchés de capitaux, aux assurances, aux pensions, aux transferts d'argent, à la microfinance et au crédit-bail. Elles s'adressent également aux petites et moyennes entreprises, largement ignorées par les autres banques. Afin de contourner les problèmes liés à l'infrastructure financière, les pays africains ont cherché à tirer parti de la puissance de la technologie mobile pour étendre les services financiers à un grand nombre de personnes. Le développement de la banque mobile a contribué à l'inclusion financière. D'ailleurs, la région est à la pointe de la technologie de la banque mobile avec l'introduction de M-Pesa, M-Shwari et M-Kopa au Kenya. Les coûts des transactions ont de ce fait baissé, facilitant ainsi les transactions personnelles ; toutefois, une grande partie de la population n'est toujours pas bancarisée en Afrique.

45. Si les banques de développement publiques peuvent contribuer à combler le déficit de financement, leurs actifs et leurs capacités de financement sont faibles au regard des gros besoins de financement du continent⁴¹. Par exemple, le Groupe de la Banque africaine de développement a engagé 5,85 milliards de dollars en 2020, soit 43 % de moins que les fonds engagés pour 2019. Les décaissements du groupe sont passés de 5,3 milliards de dollars en 2019 à 7,18 milliards de dollars en 2020 pour aider les pays africains à lutter contre la pandémie de COVID-19. Compte tenu de la nécessité d'un financement à long terme, les banques de développement devraient s'attacher à promouvoir le développement productif et la transformation structurelle. Elles pourraient également jouer un rôle contracyclique pendant les périodes de ralentissement économique en soutenant les niveaux d'investissement et en protégeant la structure productive du pays.

46. Les marchés boursiers en Afrique ont contribué au financement du secteur privé. Ils se sont développés au fil des ans, la capitalisation boursière des 30 marchés boursiers actuels étant estimée à 1 429 600 milliards de dollars en 2021⁴². Bien que le nombre d'actions cotées et le volume des échanges continuent d'augmenter, les chiffres restent faibles par rapport à ceux d'autres régions. Cinq bourses se détachent, comptant pour environ 90 % de la capitalisation totale, dont 80 % pour celle de Johannesburg⁴³. Cependant, les bourses africaines (à l'exception de l'Afrique du Sud et, dans une certaine mesure, de l'Égypte) sont fort peu liquides et très fragmentées et fonctionnent dans des environnements réglementaires faibles. L'intégration des marchés de capitaux, la technologie et l'amélioration de la réglementation et de la gouvernance pourraient aider à surmonter les défis liés au développement des marchés de capitaux. Ce développement devra se poursuivre, notamment celui des marchés boursiers et obligataires ainsi que des bourses régionales, si l'on veut assurer le financement du développement à long terme.

⁴⁰ Montfort Mlachila *et al.*, *Financial Development in Sub-Saharan Africa: Promoting Inclusive and Sustainable Growth* (Washington, FMI, 2016).

⁴¹ Par exemple, la Banque africaine de développement estime que le déficit annuel de financement des infrastructures se situe entre 130 et 170 milliards de dollars par an.

⁴² Voir le portail des statistiques de la Fédération mondiale des bourses de valeurs (www.world-exchanges.org/our-work/statistics).

⁴³ Égypte, Kenya, Afrique du Sud, Maroc et Nigeria.

C. Promouvoir les partenariats public-privé

47. Les pays africains ont toujours eu des difficultés à attirer les investissements du secteur privé dans les infrastructures. Seule une poignée de pays, à savoir l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Ghana, le Maroc et le Nigéria, ont représenté plus de la moitié de tous les partenariats public-privé réussis entre 2008 et 2018⁴⁴. Quant à la répartition sectorielle, la plupart de ces partenariats ont été dans le secteur de l'énergie (57 %), suivi des transports (24 %) et des technologies de l'information, et de la communication (TIC) (16 %), sur la période 1999-2019. S'agissant d'attirer les capitaux privés vers les infrastructures, l'un des principaux obstacles est le risque associé aux pays africains. Les instruments de réduction des risques financiers sont certes importants ; toutefois, il est nécessaire d'adopter une politique générale pour lutter contre les difficultés liées aux politiques, aux institutions, à la réglementation et à la gouvernance.

48. Bien que la part des financements privés intérieurs et extérieurs dans les infrastructures africaines ait augmenté au fil des ans, la contribution de ce type de financement reste très faible par rapport aux autres régions. Il est essentiel de réduire les risques liés aux investissements du secteur privé national ; les investisseurs institutionnels peuvent jouer un rôle crucial à cet égard. Or, les actifs des investisseurs institutionnels africains ont représenté moins de 1 % des placements privés dans les infrastructures en Afrique entre 2011 et 2017⁴⁵.

D. Mettre les fonds de pension au service du développement

49. Les fonds de pension africains ont connu une croissance considérable au fil des ans et, s'ils sont pleinement exploités, ils pourraient fournir des ressources vitales pour le financement du développement. Par exemple, les actifs gérés par les fonds de pension s'élevaient à 676 milliards de dollars en 2017 et devraient atteindre 1 100 milliards de dollars d'ici à 2020⁴⁶. Les actifs de retraite ont également connu une forte croissance dans certains pays comme la Namibie, où ils dépassent le PIB (102 %). Toutefois, il existe des différences entre les pays. En Afrique du Sud, les actifs de retraite représentent 92 % du PIB, et ce chiffre est encore plus bas dans d'autres pays comme le Nigéria (8 %), la Zambie (3 %) et l'Égypte (1,5 %). En raison du niveau élevé de l'informel, de l'instabilité des niveaux de revenus et de l'analphabétisme financier, les taux de participation aux systèmes de fonds de pension en Afrique restent relativement faibles⁴⁷.

50. Diversifier les portefeuilles de pension minimise les risques, réduit les pertes potentielles et peut également renforcer la résilience globale du système. En ce qui concerne l'investissement des fonds de pension, les stratégies des pays varient. Par exemple, le Nigéria en investit l'essentiel dans des obligations (88 %), tandis que le Botswana investit les deux tiers en actions (figure XIV). La proportion d'actifs de retraite investis à l'étranger a augmenté dans de nombreux pays (figure XV). Par

⁴⁴ Banque mondiale, base de données de la participation du secteur privé aux projets d'infrastructure, 2019.

⁴⁵ Voir Banque mondiale, "Contribution of institutional investors: private investment in infrastructure, 2011-H1 2017". Disponible à l'adresse suivante : https://ppi.worldbank.org/content/dam/PPI/documents/PPI_InstitutionalInvestors_Update_2017.pdf.

⁴⁶ PricewaterhouseCoopers (PwC), « Beyond their borders: evolution of foreign investment by pension funds » (2015).

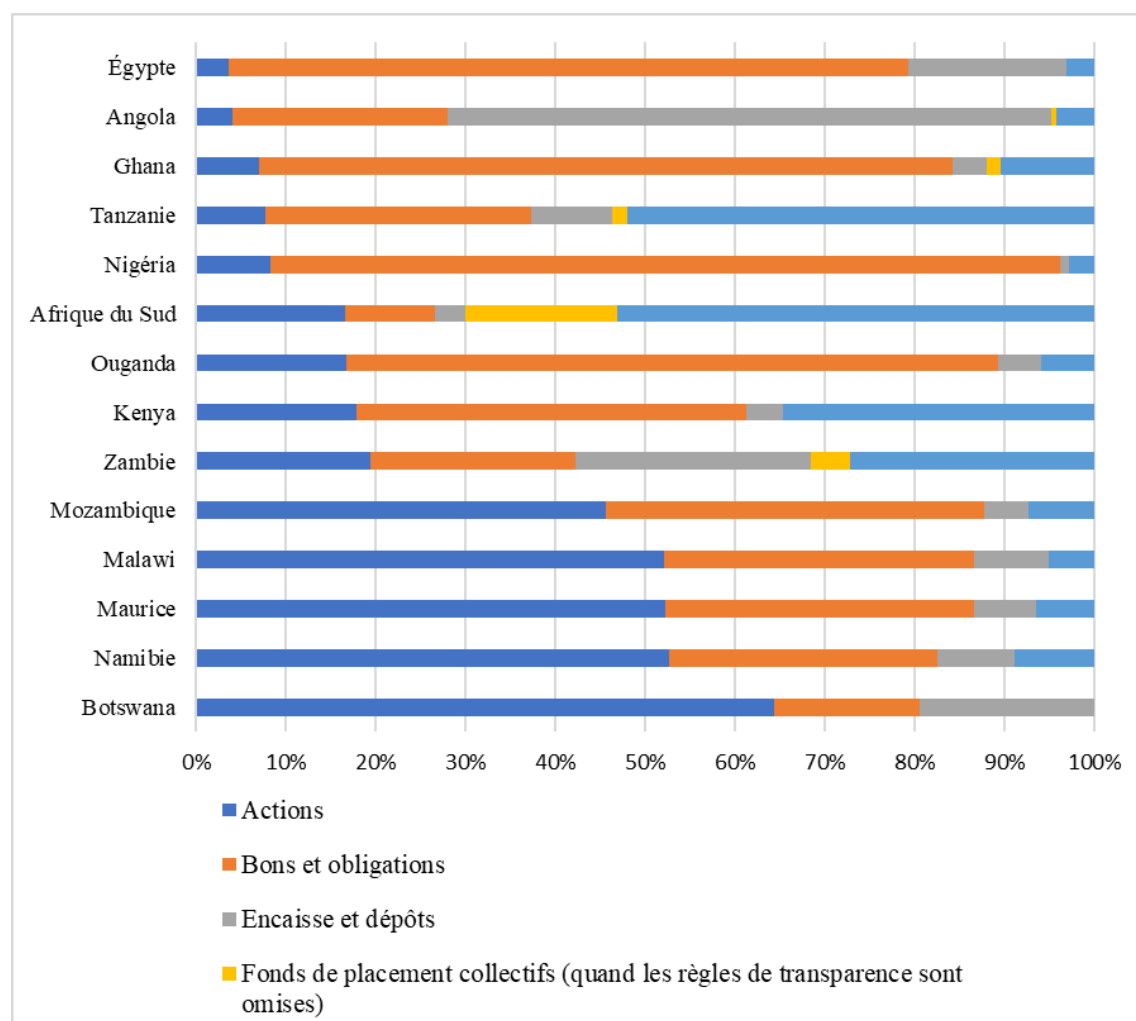
⁴⁷ Jacqueline Irving, « How the COVID-19 crisis is impacting African pension fund approaches to portfolio management » (Société financière internationale, 6 octobre 2020).

exemple, au Botswana, 62 % des actifs ont été investis à l'étranger en 2020, contre 30 % en 2010.

51. Peu de pays africains requièrent que les fonds de pensions soient investis dans les infrastructures. Si les pays africains pouvaient investir 2,8 % de ces actifs dans les infrastructures, comme l'Afrique du Sud, ils auraient 20,9 milliards de dollars supplémentaires par an pour le développement des infrastructures, réduisant ainsi de 30 % le déficit de financement dans ce domaine. Profitant du dividende démographique africain, de la montée de la classe moyenne et de l'augmentation des cotisations aux fonds de pension, les actifs des fonds de pension africains devraient connaître une croissance substantielle dans les années à venir. Les pays africains pourraient profiter de cette tendance favorable pour modifier leur réglementation et assouplir les limites d'investissement des fonds de pension pour que ceux-ci se tournent davantage vers les infrastructures.

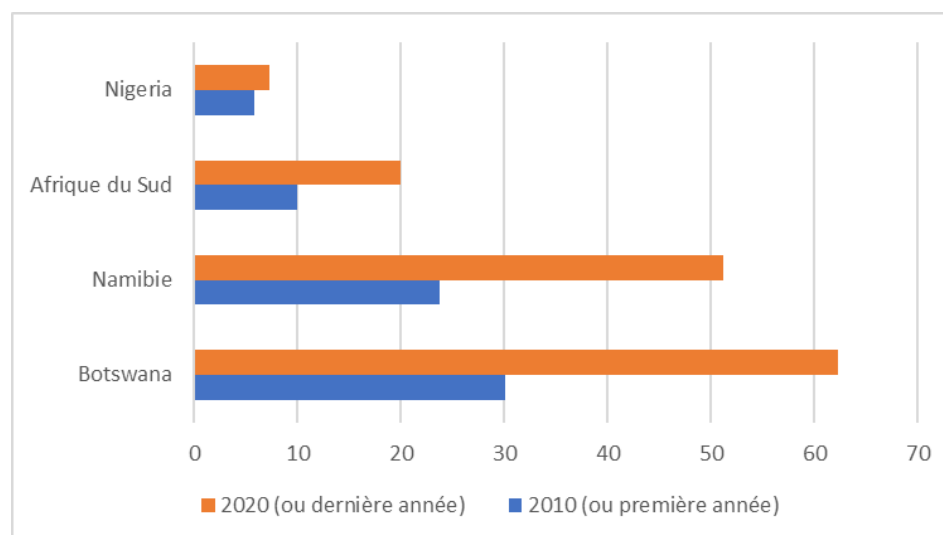
Figure XIV

Répartition de l'épargne-retraite entre certaines classes d'actifs et certains instruments de placement (2020 ou dernière année disponible)



Source : OCDE, Panorama des pensions 2021.

Figure XV
Part des actifs de retraite investis à l'étranger, 2010 et 2020



Source : OCDE, Panorama des pensions 2021.

V. Endiguer les flux financiers illicites pour promouvoir le développement durable de l'Afrique

52. Les flux financiers illicites⁴⁸ restent un sérieux obstacle au développement durable de l'Afrique. Ils sont un grand défi à la mobilisation des ressources nationales car ils privent les pays africains de ressources financières vitales pour financer les investissements liés aux objectifs de développement durable. Comme les flux financiers illicites vont de l'Afrique (manque de capitaux) aux pays développés, ils perpétuent les inégalités existantes dans le système financier mondial. Y mettre fin est donc essentiel pour garantir une mondialisation plus équitable. La situation est d'autant plus urgente que la pandémie de COVID-19 a eu des effets catastrophiques pour l'Afrique. L'absence d'un cadre mondial constitue un défi majeur dans la lutte contre les flux financiers illicites, comme l'indique le rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, présidé par Thabo Mbeki. Il sera donc indispensable d'en adopter un, si l'on veut régler la question des flux financiers illicites en provenance d'Afrique.

A. Tendances des flux financiers illicites

53. Les flux financiers illicites en provenance d'Afrique sont considérables et en augmentation. La fuite des capitaux hors du continent, qui sert d'indicateur du niveau des flux financiers illicites, a connu une forte croissance entre 2008 et 2018, enregistrant un pic en 2012 (129,1 milliards de dollars) (figure XVI). Entre 1970 et 2018, les flux financiers illicites ont fait perdre à l'Afrique un total de 2 000 milliards

⁴⁸ D'après la définition de la CNUCED, les flux financiers illicites sont des échanges transfrontaliers de valeur, monétaire ou autre, qui sont gagnés, transférés ou utilisés illégalement. Cette définition est largement conforme à celle adoptée par le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique.

de dollars⁴⁹. Comme indiqué dans la section II du présent rapport, les flux financiers illicites en provenance d'Afrique dépassent de loin les flux annuels d'APD (48 milliards de dollars) et d'investissements étrangers directs (54 milliards de dollars).

54. Les flux financiers illicites en provenance d'Afrique varient considérablement d'une sous-région à l'autre (figure XVII). L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe représentent les parts les plus importantes avec, respectivement, 29,57 % et 28,5 %, suivies de l'Afrique du Nord (19,82 %) et de l'Afrique de l'Est (12,74 %). L'Afrique centrale a la part la plus faible (9,38 %). La perte de revenus associée à la seule fuite des capitaux varie d'environ 2 % du PIB en Afrique australe à 2,3 % en Afrique de l'Ouest⁵⁰. Les flux financiers illicites sont généralement importants dans les pays africains riches en ressources⁵¹.

55. En 2015, d'après le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, les pratiques commerciales et la fraude fiscale étaient les principales sources de flux financiers illicites en provenance d'Afrique, à hauteur de 65 %, suivies des activités criminelles (30 %) et de la corruption (5 %)⁵². Cependant, établir la nature illégale ou illicite des activités commerciales est problématique. Ne serait-ce que pour son importance, cette source de flux financiers illicites devra être contrôlée si l'on veut renforcer la mobilisation des ressources nationales en Afrique⁵³. De plus, les activités commerciales sont celles qui contribuent le plus aux impôts, à l'emploi et à la production de biens et services essentiels. Il est donc essentiel de régler ce problème pour enrayer l'effet hémorragique des flux financiers illicites sur l'Afrique.

⁴⁹ Sur la base de données sur la fuite des capitaux du Political Economy Research Institute (PERI) de l'Université de Massachusetts, à Amherst, qui dans le calcul de la fuite des capitaux tient compte de la fausse facturation commerciale et du résiduel de la balance des paiements. Voir Léonce Ndikumana et James K. Boyce, « Capital flight from Africa 1970-2018 : new estimates with updated trade misinvoicing methodology », rapport de recherche du PERI, mai 2021.

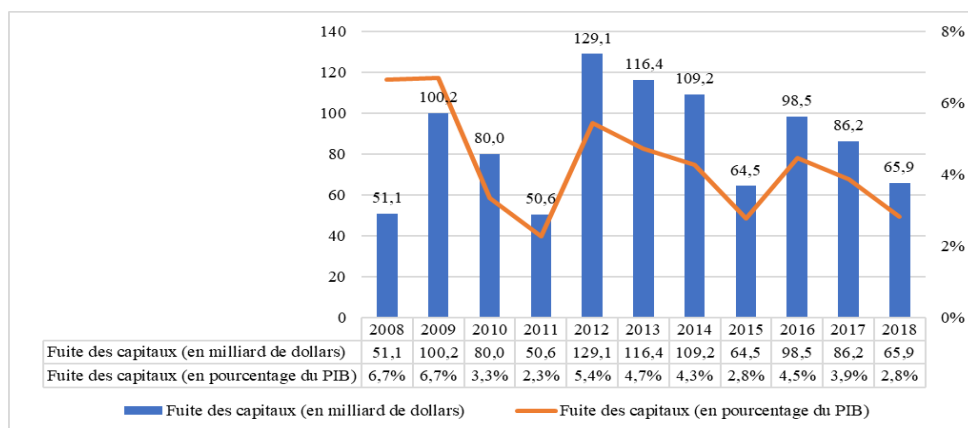
⁵⁰ CNUCED, Rapport 2020 sur le développement économique en Afrique : les flux financiers illicites et développement durable en Afrique (publication des Nations Unies, 2020). Les données sont des médianes par sous-région.

⁵¹ Les sept principaux pays de transfert de flux financiers illicites sur la période 1970-2018 étaient le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Algérie, l'Angola, l'Égypte et la République démocratique du Congo.

⁵² Union africaine et Commission économique pour l'Afrique, « Flux financiers illicites : rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique (2015) ».

⁵³ Organisation des Nations Unies, Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, « Tackling illicit financial flows arising from taxation and illegal commercial practices in Africa » (document de travail, à paraître).

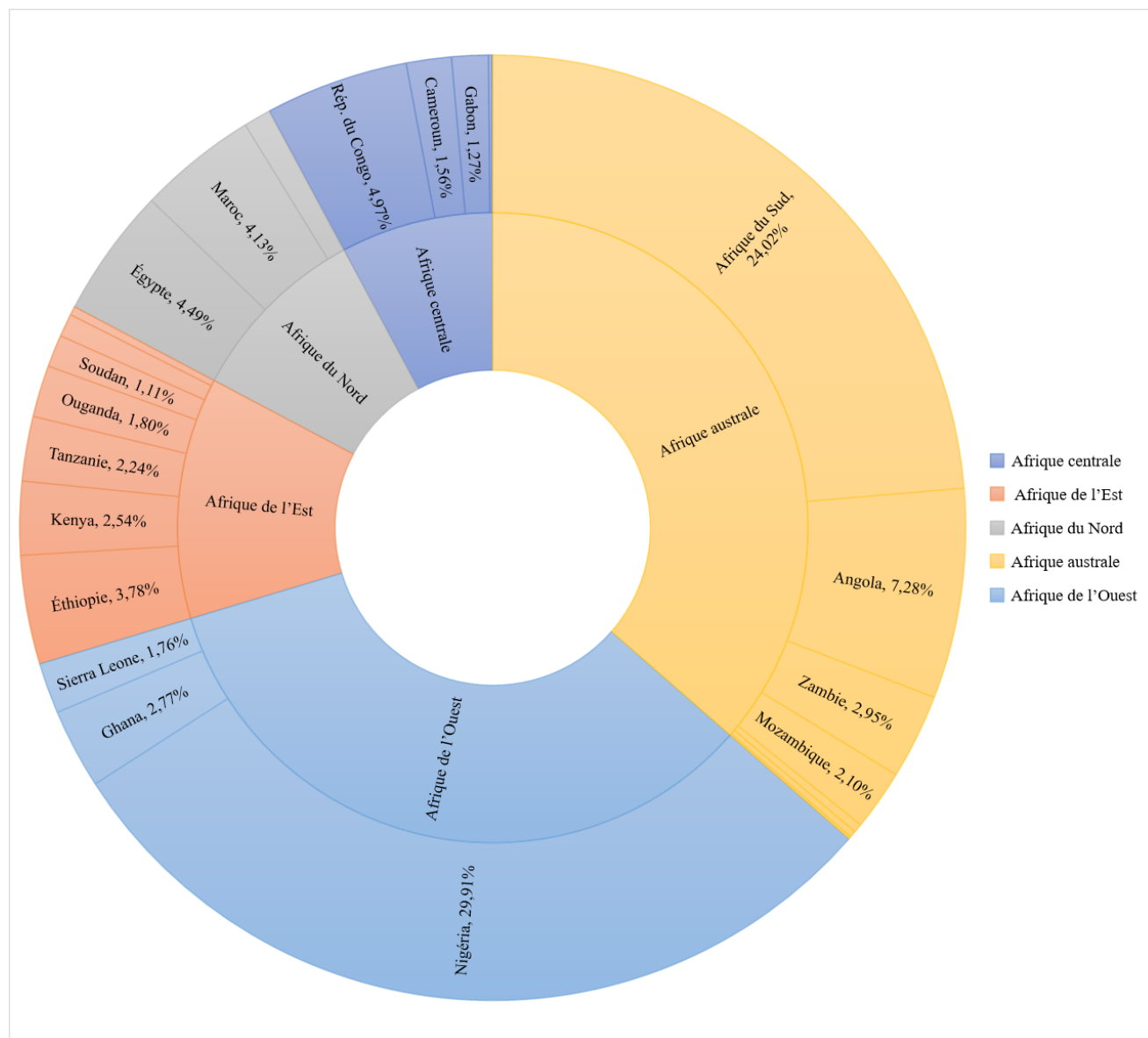
Figure XVI
Total de la fuite des capitaux en provenance d'Afrique, 2008-2018



Sources : fuite des capitaux : Political Economy Research Institute, University of Massachusetts Amherst ; PIB : Banque africaine de développement, Annuaire statistique pour l'Afrique.

Figure XVII

Total de la fuite des capitaux en provenance d'Afrique, 2005-2018 (en milliard)



Source : CNUCED

B. Causes et moteurs des flux financiers illicites en provenance d'Afrique

56. De multiples facteurs favorisent les flux financiers illicites. D'après certaines études, ceux en provenance d'Afrique tirent parti de facteurs structurels ainsi que de certaines politiques nationales. Dans son rapport, le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique indique que la corruption est un facteur transversal qui alimente ces flux à tous les niveaux. Les flux financiers illicites sont facilités par un système financier parallèle mondial reposant sur des paradis fiscaux, des juridictions opaques, des sociétés écrans, des comptes fiduciaires

anonymes, des fausses fondations, la manipulation des prix commerciaux et le blanchiment d'argent.

57. Les pays africains, dépendant de l'extraction des ressources naturelles, en particulier des combustibles fossiles, sont particulièrement vulnérables au phénomène des flux financiers illicites et se retrouvent pris, pour nombre d'entre eux, dans des modèles de spécialisation reposant sur l'exportation des produits primaires, d'où ce que l'on appelle le paradoxe de l'abondance, c'est-à-dire une situation dans laquelle les pays riches en ressources ne bénéficient pas en fait de leurs propres richesses naturelles. La corruption est un problème mondial ; la faiblesse des institutions et le déficit de gouvernance rendent l'Afrique vulnérable à la corruption et aux abus de pouvoir, sources potentielles de flux financiers illicites. En Afrique comme à l'extérieur, plusieurs acteurs facilitent ces flux financiers illicites, notamment les institutions financières et les prestataires de services dans les domaines de la comptabilité, de l'audit et des services juridiques.

58. Les flux financiers illicites constituent un frein sérieux à la croissance et au développement durable de l'Afrique, car ils la privent de ressources vitales pour son développement. Ils ont également un impact négatif sur la mobilisation des ressources nationales. On le voit dans les pays qui ont réduit le financement des programmes de dépenses d'investissement et de développement, par exemple dans les domaines de la protection sociale, de l'éducation et de la santé⁵⁴. De manière indirecte, ils ont un impact négatif sur le développement, car ils freinent l'investissement et l'épargne. La CNUCED estime que réduire ces flux financiers illicites pourrait combler de 33 % le déficit de financement des objectifs de développement durable en Afrique⁵⁵.

C. Dernières mesures adoptées aux niveaux régional et mondial pour lutter contre les flux financiers illicites

59. Ces dernières années, des mesures ont été prises aux niveaux régional et mondial pour lutter contre les flux financiers illicites. Au niveau régional, l'Union africaine a créé un groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, chargé d'évaluer l'ampleur de ces flux, ainsi que leurs moteurs, leurs sources et leurs impacts, et de faire des recommandations concrètes et pratiques à l'intention des pays africains et du reste du monde.

60. Compte tenu de l'importance vitale de renforcer l'intégrité dans le système financier mondial pour concrétiser la vision porteuse de changement des objectifs de développement durable, le Groupe de haut niveau sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour la réalisation du Programme 2030 (Groupe FACTI) a été convoqué le 2 mars 2020 par le Président de l'Assemblée générale, à sa soixante-quatorzième session, et le Président du Conseil économique et social, à sa session de 2020. Le but du Groupe FACTI et du pacte mondial qui lui est associé est de renforcer et promouvoir les valeurs d'intégrité et de légitimité ainsi que le cadre politique et institutionnel visant à favoriser l'intégrité financière en faveur du développement durable.

61. D'autres initiatives importantes méritent d'être soulignées, comme le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales⁵⁶ et le

⁵⁴ Janvier D. Nkurunziza, « Illicit financial flows: a constraint on poverty reduction in Africa », Association of Concerned Africa Scholars, Bulletin No. 87 (automne 2012).

⁵⁵ CNUCED – Rapport 2020 sur le développement économique en Afrique : les flux financiers illicites et développement durable en Afrique (publication des Nations Unies, 2020).

⁵⁶ Les vingt-neuf pays africains suivants sont membres du Forum : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, Cabo Verde, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte,

Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, établis respectivement en 2009 et 2016. L'Initiative Afrique a été lancée en 2014 par le Forum de l'Alliance des civilisations pour aider les pays africains à lutter contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites par la transparence et l'échange d'informations. Les commissions économiques régionales ont également contribué à cette action par des analyses et des outils. Malgré tous ces efforts, un mécanisme mondial de lutte contre les flux financiers illicites fait toujours défaut.

D. Coopération fiscale internationale

62. Plusieurs mesures ont été prises pour limiter l'évasion et la fraude fiscales en améliorant la transparence et la divulgation, notamment l'adoption d'instruments et de cadres permettant aux autorités fiscales de réprimer l'évasion fiscale transfrontalière. Par exemple, selon une publication du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU⁵⁷, grâce à la divulgation volontaire et aux enquêtes fiscales offshore, un total de 107 milliards d'euros a été récupéré en 2018, dont 29 milliards de dollars sont allés aux pays en développement. Malgré le gain important qui pourrait découler de l'échange d'informations en terme de recettes, seuls 20 pays africains participent à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale.

63. En novembre 2021, 27 pays africains (sur un total de 141 pays dans le monde) étaient membres du Cadre inclusif de l'OCDE et du G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, une initiative mondiale visant à réformer les règles de la fiscalité internationale, à réduire l'évasion fiscale et à garantir que les sociétés multinationales paient leur juste part d'impôts⁵⁸. En octobre 2021, le Cadre inclusif a énoncé une Déclaration sur une solution reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie, signée par 137 juridictions membres au 4 novembre 2021. Ces membres ont également convenu que les entreprises multinationales au niveau mondial seraient soumises à un taux d'imposition minimum de 15 %.

64. Ce taux est nettement inférieur au taux minimum de 21 à 25 % proposé par les pays en développement. Du point de vue de l'équité fiscale, il est à craindre que l'accord n'aggrave les inégalités du système fiscal multilatéral, qui ont coûté à l'Afrique des milliards de dollars en recettes fiscales. Contrairement aux pays de l'OCDE, qui sont en mesure de mobiliser davantage de retenues à la source, les gouvernements africains n'ont pas la capacité de prélever et de recouvrer ce type d'impôts. Au lieu de cela, ils dépendent fortement des recettes de l'impôt sur les sociétés. Par exemple, pour la seule année 2015, le montant total des impôts sur les sociétés recouvrés par les gouvernements africains était estimé à 67 milliards de dollars.

l'Eswatini, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, le Tchad, le Togo et la Tunisie.

⁵⁷ Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, Financing for Sustainable Development Report 2020 (publication des Nations Unies, 2020).

⁵⁸ OCDE – Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (voir www.oecd.org/tax/beps/).

VI Renforcer les partenariats pour la mobilisation des ressources nationales

65. L'Afrique peut se ménager un avenir meilleur si elle mène ses propres initiatives, reposant sur des partenariats renforcés aux niveaux national, régional et mondial. L'absence d'équité vaccinale est emblématique de l'incapacité des partenariats existants à répondre aux aspirations de l'Afrique. Il faut un changement de paradigme en faveur de partenariats plus durables et plus efficaces. Dans cette section, on étudiera les partenariats nécessaires aux niveaux national, régional et mondial pour renforcer la mobilisation des ressources nationales afin de financer le développement durable de l'Afrique.

66. Les partenariats nationaux ayant trait aux parties recettes et dépenses des budgets publics sont essentiels pour la mobilisation des ressources nationales. Il faut donc une large coalition, semblable à un contrat social, entre gouvernements et mandants. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre Programme commun » : « [L]e moment est venu de refonder le contrat social entre gouvernants et citoyens et, plus largement, au sein de chaque société... Les citoyens doivent pouvoir constater une amélioration de leur vie quotidienne. Il faut également assurer la participation active et égale des femmes et des filles, sans laquelle il ne peut y avoir de vrai contrat social ».

67. L'Agenda 2063 propose des plans et des cadres généraux, notamment la libre circulation des personnes et des biens, un ciel ouvert et des institutions financières continentales africaines, afin de favoriser l'intégration régionale de l'Afrique, reposant sur des partenariats aux niveaux régional et sous-régional. Compte tenu des efforts nécessaires à la création d'un marché viable, les partenariats régionaux constituent la toile de fond indispensable aux investissements transfrontaliers dans les infrastructures ainsi qu'aux réformes visant à approfondir les marchés financiers régionaux. L'harmonisation au niveau régional des réglementations financières et des secteurs bancaires à travers les frontières serait essentielle pour faciliter les flux de capitaux transfrontaliers, notamment pour investir dans le continent les ressources des fonds souverains et des fonds de pension africains.

68. Grâce à la volonté politique au niveau national et aux partenariats internationaux, l'Afrique peut renforcer ses institutions et améliorer la transparence et le principe de responsabilité ainsi que la gouvernance de ses ressources publiques. Les partenaires de développement de l'Afrique peuvent consacrer une partie de l'aide publique au développement et d'autres financements à des conditions favorables au renforcement des capacités et des institutions, par exemple, en investissant dans la modernisation des systèmes de recouvrement des impôts et la simplification des procédures douanières et d'inscription des entreprises.

69. Des partenariats internationaux solides seront nécessaires pour améliorer la coopération fiscale internationale, notamment par l'échange d'informations entre les juridictions, afin d'éliminer les failles que les sociétés multinationales exploitent pour le transfert de bénéfices et l'évasion fiscale. Ils contribueront également à endiguer les flux financiers illicites en provenance du continent et à améliorer l'efficacité de l'aide publique au développement en affectant une partie de cette aide au renforcement des institutions afin de mettre en place un mécanisme solide de mobilisation des ressources nationales, à l'appui des efforts déployés par le continent pour financer durablement son propre développement.

70. Les partenariats internationaux visant à accélérer le transfert de technologies et le partage des connaissances, dont les progrès ont été inégaux comme en témoignent les revers enregistrés dans la production de vaccins en Afrique, sont la clé du

renforcement des capacités de production en Afrique. Ils doivent également aider les pays africains à résoudre les problèmes d'infrastructure qui compromettant la fourniture, la distribution et la fabrication de vaccins sur le continent, tirant parti de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine et des perspectives qu'elle offre pour une plus grande intégration régionale.

71. La communauté internationale doit abandonner ses objectifs et cibles étroits et passer à des initiatives porteuses de changement, pour accompagner le développement durable dans tous ses aspects. Parmi les secteurs clés qui méritent une attention de toute urgence figurent l'énergie, la finance, la connectivité numérique et les politiques centrées sur les personnes, comme les investissements dans la protection sociale, l'emploi décent, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les systèmes d'éducation et de santé. Les partenariats permettront au continent d'exploiter son dividende démographique, de transformer les industries extractives à l'appui des réalisations du développement durable et de renforcer le potentiel des énergies renouvelables, et de tirer parti du commerce intra-africain grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine, qui offre de grandes perspectives d'accroissement de la valeur ajoutée manufacturière et de contribution à l'industrialisation de l'Afrique.

72. Les partenariats internationaux ont un rôle clé à jouer dans l'obtention de financements à des conditions favorables et la soutenabilité de la dette en Afrique. Avant la pandémie de COVID-19, on assistait déjà à une accumulation rapide de la dette, considérée comme une quatrième vague d'endettement des économies en développement ; cette dette n'a fait que croître et devenir plus vulnérable au risque de change depuis lors⁵⁹. Comme indiqué plus haut, la communauté internationale a consenti un allègement temporaire en prenant des mesures telles que l'Initiative de suspension du service de la dette, qui a expiré en 2021, et le Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette. Ces initiatives, bien qu'elles aient apporté un soulagement temporaire pendant la crise, ne sont pas suffisantes pour remédier aux niveaux d'endettement et à l'exposition aux risques. De plus, les pays n'ont pas trouvé le Cadre commun si efficace ni attrayant, puisqu'ils ne sont que trois à l'avoir adopté à ce jour, à savoir l'Éthiopie, le Tchad et la Zambie, dont aucun n'a vu sa dette restructurée avec succès. Or, compte tenu de l'expiration de l'Initiative de suspension du service de la dette, ce cadre reste le principal véhicule disponible pour l'allègement de la dette, ce qui signifie qu'il n'existe actuellement aucun mécanisme efficace de renégociation de la dette souveraine, malgré tous les signes indiquant qu'une crise de la dette s'annonce dans les économies en développement.

73. Malgré l'efficacité des mesures d'urgence à court terme prises rapidement face à la crise de liquidités, une occasion historique a été manquée d'adopter les mesures requises pour la soutenabilité de la dette à moyen et long terme. Il faut des mesures visionnaires, visant à réformer l'architecture internationale de la finance et de la dette et à la rendre plus résiliente et adaptée à son objectif, notamment en mettant en place un pacte mondial visant à fournir des financements à des conditions favorables d'une durée minimale de 10 ans, des mesures visant à réduire le coût des emprunts (par exemple par un financement pleinement adéquat du mécanisme de trésorerie et de soutenabilité et l'augmentation des ressources du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance), l'ajout d'objectifs liés aux objectifs de développement durable et au climat dans les contrats d'emprunt (comme des clauses conditionnant le service la dette à la situation de l'État, prévoyant un moratoire immédiat en temps de crise), des investissements dans les énergies renouvelables et des réformes visant à numériser la collecte des recettes fiscales et les dépenses, ce qui renforcerait la transparence et la responsabilité. Il est également nécessaire de faire

⁵⁹ M. Ayhan Kose *et al.*, « What has been the impact of COVID-19 on debt? turning a wave into a tsunami », Document de recherche sur les politiques de la Banque mondiale, n° 9871 (novembre 2021).

un effort concerté pour passer des moratoires à la restructuration et à la remise de dettes. La fragmentation de la base des créanciers et la concentration excessive du pouvoir entre les mains de quelques grandes agences de notation créent des frictions qui peuvent être évitées si l'Afrique avait son propre système de notation, afin de disposer d'un accès juste et équitable aux marchés internationaux des capitaux.

VII. Conclusions et recommandations

74. Les pays africains ont avancé dans la mobilisation des ressources financières pour leur développement. Les ressources provenant de sources nationales représentent déjà deux tiers des ressources financières totales et pourraient stimuler davantage le financement du développement de l'Afrique. D'autres réformes seront nécessaires pour accroître la mobilisation des ressources intérieures, par exemple réduire l'inefficacité des dépenses publiques. Actuellement, ces inefficacités, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'infrastructure, coûtent à l'Afrique l'équivalent de 2,87 % de son PIB. Les pays africains devraient se fixer comme priorité de trouver les sources de gaspillages et d'économies potentielles dans leur budget et d'éliminer les incitations fiscales inefficaces.

75. L'importance relative de l'aide publique au développement dans le financement de l'Afrique a diminué au fil des ans, car les ressources financières extérieures privées, notamment les investissements étrangers directs, la dette, les flux obligataires et les envois de fonds, jouent un rôle de plus en plus grand dans le financement du développement durable de l'Afrique et dans la réduction du déficit de financement, qui s'est creusé à la suite de la pandémie de COVID-19. L'aide publique au développement reste néanmoins une source majeure de soutien budgétaire. À cet égard, les récentes décisions et propositions visant à réduire sensiblement cette aide pour faire face aux répercussions de la guerre en Ukraine sur les réfugiés sont préoccupantes. C'est maintenant que les pays et le système des Nations Unies doivent faire face à l'augmentation des besoins humanitaires et de développement en apportant les ressources supplémentaires nécessaires pour honorer les engagements des États Membres en matière d'aide publique au développement. Ces ressources doivent également être renforcées à court terme pour aider les pays africains à faire face aux chocs socioéconomiques dus à la pandémie de COVID-19, aux conséquences de la guerre en Ukraine sur l'alimentation, l'énergie et les finances, et à l'évolution de la crise climatique. Ces ressources devraient être investies de manière stratégique dans les secteurs les plus essentiels au renforcement de la résilience et à l'amélioration de la capacité des pays à faire face aux crises, mais aussi faire en sorte qu'elles puissent contribuer à des réalisations de développement durable à long terme avant d'être progressivement remplacées par la mobilisation des ressources nationales, par exemple par des investissements dans la protection sociale universelle, l'énergie, la connectivité numérique, l'emploi décent, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les systèmes d'éducation et de santé.

76. La pandémie a également mis en évidence les vulnérabilités des économies africaines aux chocs extérieurs : production étroite, diversification limitée, forte dépendance au commerce et aux finances mondiales, secteur financier peu développé, niveaux élevés d'inégalités et de pauvreté. La faible mobilisation des ressources nationales est le talon d'Achille du développement de l'Afrique. Par conséquent, l'Afrique doit rompre avec le passé, se tourner vers l'intérieur et s'appuyer sur ses ressources pour assurer son propre développement durable. Pour cela, elle devra s'attaquer à plusieurs vieux problèmes qui freinent son développement. Ainsi, les pays africains devront, notamment, mobiliser leurs ressources nationales en augmentant les recettes fiscales et en améliorant les dépenses ; tirer parti des ressources financières privées et de l'épargne ; mettre fin aux flux financiers illicites ;

et exploiter les partenariats pour leur développement durable, notamment en veillant à ce que ceux d'entre eux riches en ressources puissent tirer parti de leurs richesses naturelles tout en contribuant à la transition verte et aux réalisations du développement durable.

77. Il est proposé le plan d'action suivant :

a) Améliorer l'efficacité des dépenses publiques :

- Faire tout pour renforcer la mobilisation des ressources nationales et améliorer l'alignement des budgets et des stratégies nationales sur les objectifs de développement durable, notamment en donnant la priorité aux investissements essentiels pour renforcer la résilience et la capacité des pays à faire face aux crises, notamment dans les domaines de la protection sociale universelle, de l'énergie, de la connectivité numérique, de l'emploi décent, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'éducation et des systèmes de santé ;
- Les pays africains devraient procéder à un audit ou examen complet de leurs dépenses publiques d'ici à 2025 en vue de trouver les gaspillages et les économies potentielles ainsi que les gains qui pourraient découler de la réaffectation des dépenses (dans et entre les secteurs, le tout avec le soutien des entités des Nations Unies et des organisations régionales et internationales concernées, notamment la Banque africaine de développement, le FMI, la Commission de l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine, la Banque mondiale et les commissions économiques régionales africaines) ;
- Les pays africains devraient accélérer l'adoption des services de passation de marchés en ligne et de l'administration en ligne en général d'ici à 2026 afin de promouvoir la transparence et le principe de responsabilité et d'améliorer l'efficacité globale, avec le soutien des entités des Nations Unies et des organisations régionales et internationales concernées, notamment le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et le système des Nations Unies ;

b) Améliorer la mobilisation des recettes fiscales :

- Les pays africains devraient numériser leur système de recouvrement des recettes d'ici à 2024 afin de mettre en place de solides systèmes de mobilisation des recettes nationales, avec le soutien des entités des Nations Unies et des organisations régionales et internationales concernées, notamment le FMI, la Banque mondiale, la Commission de l'Union africaine, le Forum sur l'administration fiscale africaine et le PNUD ;
- Les pays africains doivent numériser leurs processus et systèmes douaniers d'ici à 2024, avec le soutien des entités des Nations Unies et des organisations régionales et internationales concernées, notamment la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale, le FMI et les commissions économiques régionales africaines ;
- Les pays africains, avec l'appui de la communauté internationale, devraient évaluer et revoir leurs régimes d'incitations fiscales d'ici à 2026 en adoptant un cadre global et équilibré, qui rationalise leur utilisation et concilie les objectifs de promotion des investissements et les stratégies de mobilisation des ressources des pays, avec le soutien des entités des Nations Unies et des organisations régionales et internationales concernées, notamment le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, la CNUCED, la Commission économique pour l'Afrique et le Forum sur l'administration fiscale africaine ;

c) Optimiser la contribution des fonds de pension au financement du développement :

- Les pays africains devraient modifier leurs réglementations pertinentes d'ici à 2025, c'est-à-dire repousser les limites d'investissement des fonds de pension afin d'augmenter leur intérêt pour les infrastructures, avec le soutien des entités des Nations Unies et des organisations régionales et internationales concernées, notamment le FMI, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et l'Agence de développement de l'Union africaine ;

d) mettre fin aux flux financiers illicites en provenance d'Afrique :

- La communauté internationale devrait adopter un cadre mondial pour organiser la coopération fiscale internationale et combattre les flux financiers illicites, avec le soutien des entités des Nations Unies et des organisations régionales et internationales concernées, notamment la Commission de l'Union africaine, l'OCDE et le Forum sur l'administration fiscale africaine.
-